



« La révolution que nous attendons... »

Par Jean Blairon et Jacqueline Fastrès

La révolution de 1830 en France est considérée par beaucoup comme une « Révolution de la liberté ». Elle donne notamment naissance à la liberté de la presse. A Lyon, par exemple, les ouvriers créent un journal, *L'écho de la fabrique*, qui publie hebdomadairement, pendant quelque quarante mois, des débats visant à défendre et illustrer leur autonomie et leur liberté dans le contexte de la révolution industrielle.

A partir du 30 octobre 2004, une équipe de chercheurs a republié ce corpus de manière électronique, en adoptant la périodicité hebdomadaire¹.

Dans le numéro du 6 octobre 1833, *L'Echo de la Fabrique* publie un texte où l'auteur définit « la révolution que nous attendons, et qui, dans tous les esprits, doit consacrer la prééminence de la richesse des bras sur toutes les autres ». Cette « propriété du travail » doit ouvrir « à des droits civiques » et s'appuyer sur une instruction publique, condition majeure pour que les ouvriers « puissent vulgariser les avantages de la richesse des bras ».

Cette prochaine révolution permettrait de voir le travail glorifié comme première richesse ; en conséquence, « les capitalistes en terre ou en argent seraient à genoux devant le travail ; à leur tour ils deviendraient suppliants en face des travailleurs ; et l'ouvrier dicterait alors ses conditions. »

Voici le texte complet de l'article.

La plus grande, la plus sainte de toutes les propriétés et de toutes les richesses, c'est celle du travail ; car le travail sort immédiatement des bras, et pour ainsi dire des ossements de l'homme : la vue de l'objet travaillé rappelle immédiatement un être animé et intelligent ; vous croyez le voir s'épuisant en efforts ; vous croyez l'entendre fredonnant le refrain de la distraction. Le travail est la montre de l'intelligence ; il porte l'empreinte et réveille l'activité de cette magnifique faculté. Si pour vous c'est chose sacrée que l'homme, le travail où l'on peut saisir encore la trace de sa main, la

conception de son esprit, l'harmonie de sa raison, les créations de son imagination, le travail, qui réfléchit la vie de sa vie, et révèle sa perfectibilité, vous doit être aussi sacré que sa personne.

Dites-moi ce que deviendrait la croûte de la terre sans l'aspect animé que lui inspire un intelligent labeur, et sans la féconde parure dont l'industrie l'embellit ; que dirait à votre cœur la surface terrestre, si fière de ses capricieuses marqueteries ? Et pourtant la richesse du travail n'a jamais été considérée dans les systèmes politiques ; encore aujourd'hui elle n'est attributive d'aucun droit. Il est donc vrai que nous sommes, plus que nous ne pensons, mâchurés des préventions de l'ancienne féodalité, et qu'il nous reste quelque chose du mépris qu'en ces temps barbares on avait conçu pour l'espèce humaine ; qu'il nous reste quelque chose de ces mœurs qui faisaient trouver l'esclavage tout naturel, qui ravaient les hommes au niveau des troupeaux, et sous le règne desquelles la tête d'un homme n'était guère qu'une tête de plus dans un cheptel ; sous le règne desquelles il se trouvait taillable à merci et attaché à la glèbe comme la chambranle à l'appartement : la terre était tout alors ; la terre donnait droit aux offices, aux honneurs ; la terre et le nom de la terre distinguaient les seigneurs ; la terre attribuait la gloire et les diplômes ; la terre méritait à ses possesseurs les grades d'officiers, de généraux, de connétables, de pairs, de rois, la terre élisait [et élit encore de nos jours] les notables, les députés, les électeurs ; la richesse du travail ne transférait rien de tout cela ; c'est à peine si nos politiques de 1830 prennent garde encore à cette puissance nouvelle : ils ne voient toujours que la terre. La terre produit-elle donc plus que le travail ? Voyons : tout compte fait le chiffre des productions territoriales s'élève annuellement à quatre milliards environ ; le chiffre des productions des mains de l'homme dépasse quinze milliards. Le capital représenté par les bras français est donc quatre fois environ plus important que le capital de toutes les propriétés foncières ; et pourtant il est compté pour rien !



« La révolution que nous attendons... » (suite...)

Il faut dire qu'il en fut ainsi des capitaux mobiliers ou industriels jusqu'en 89 ; ils furent émancipés par notre première révolution, et aujourd'hui les financiers, les banquiers et les négocians traitent avec les propriétaires d'égal à égal ; ils partagent avec eux les droits électoraux et les chances de l'éligibilité : c'est un progrès ! Faudra-t-il donc un autre 89 pour émanciper la plus noble, la plus vivante, la plus utile des richesses : celle qui vivifie toutes les autres ? Car, enfin, si vous n'aviez la puissance des bras pour mouvoir et féconder la terre, pour utiliser les capitaux et leur donner vie, il ferait beau vous voir avec vos pierres, vos genêts et vos broussailles ; il ferait beau vous voir assis sur la caisse où gisent vos trésors ! Voyez, s'il vous plaît, quelle extravagance ? La plus productive des richesses, l'ame de toutes les autres, est dans notre siècle en état de supplication et de servitude devant celles qui lui doivent tout ! Elle est délaissée, dédaignée, sans rang politique, sans représentans, recevant partout pitié et quelquefois mépris ! Voila certes, un non-sens dans les idées morales de nos jours. Il n'y a vraiment pas de logique dans la hiérarchie des richesses. Eh bien ! la tâche de l'avenir est de replacer chaque chose en son lieu, et de rendre la préséance au mérite ; la richesse des bras doit avoir le pas sur les autres, et, comme les autres, doit conférer tous les droits civiques ; telle est la tendance des idées à mesure que la civilisation gagne ; les différentes richesses seront classées en premier ou en second ordre, selon qu'elles toucheront de plus près à l'intelligence qui est le principe civilisateur.

Or, la révolution que nous attendons, et qui, dans tous les esprits, doit consacrer la prééminence de la richesse des bras sur toutes les autres, sera accomplie quand les ouvriers seront assez instruits pour revendiquer eux-mêmes les droits dus à l'excellence de leur propriété ; jusqu'à ce jour ils n'ont pas pu le faire : ils ne possèdent ni l'art d'écrire, ni l'art de dire ; ils ne peuvent vulgariser les avantages de la richesse des bras ! L'étude de la langue n'est pas leur fait ; et d'ailleurs la tradition des habitudes, dans leurs courts momens de loisir, les conduit au cabaret et non à l'étude ; les corruptions monarchiques leur ont légué

cet héritage de leurs pères, et les hommes du pouvoir perpétuent avec soin ces goûts assortis à leurs vues égoïstes. Ils disent dogmatiquement : Qu'est-il besoin d'une intelligence développée pour diriger la charrue ou la navette ? L'ouvrier n'a que faire de science ! Puis ils jettent ça et là, et par grâce extrême, quelques frères ignorantins ; vantant en style déclamatoire, leur amour pour l'instruction publique, dans de longs prospectus et dans de longs discours ; mais en secret ils tremblent devant la propagation des lumières ; ils ont conscience de leur intelligence et se voient d'avance devenus petits de tout ce dont le savoir grandirait les ouvriers ; et n'osant tout-à-fait obstruer les sources de l'enseignement, ils les étoupent. et les tamponnent de telle sorte qu'eux seuls et les leurs en peuvent profiter, et se pavanent hypocritement de les rendre nettes et de les ouvrir à pur et à plein.

Mais sous le domino on reconnaît vos secrets désirs d'ignorance publique, gens de peu de foi ! Vous ne pouvez vouloir l'instruction du peuple ; car, dans un système large et bien entendu d'instruction publique, le travail glorifié serait la première richesse ; les capitalistes en terre ou en argent seraient à genoux devant le travail ; à leur tour ils deviendraient supplians en face des travailleurs ; et l'ouvrier dicterait alors ses conditions. Il aurait la place que son ignorance vous donne ; il commanderait à la terre et à l'or ; il traiterait d'égal à égal avec ceux qui possèdent l'un et l'autre. En vérité, je le dis, encore une révolution et nous verrons cela !

D'une certaine manière, cet article est prémonitoire : il annonce les victoires du mouvement ouvrier, qui réussit à revendiquer le statut de capital pour le travail des bras, à conquérir conséquemment une part de pouvoir dans la définition du Progrès, à obtenir des rétributions plus proportionnelles aux contributions des travailleurs, ainsi que les investissements nécessaires à la constitution et la reconstitution de la force de travail.

A relire ce texte aujourd'hui, on prend toutefois la mesure d'une série de régressions.



Défaites et retournements

D'abord, il est devenu évident que la **révolution a en quelque sorte changé de camp**. Elle est de fait devenue la prérogative d'un pouvoir qui s'exerce par le changement contraint. Sous couvert de « modernisation », les réformes succèdent aux réformes, la valse des cadres et des responsables est permanente et accélérée (on parle d'une durée de trois ans, comme s'il fallait les protéger des effets réels des changements qu'ils « implémentent » à répétition). Il s'agit donc d'une manière de tyrannie du changement, qui prend à revers les aspirations progressistes « traditionnelles ». Il faudrait d'ailleurs interroger le rôle qu'ont pu jouer dans ce jeu les fonctionnements du champ culturel, où les « révolutions formelles » se sont mises à se succéder d'une manière accélérée, jusqu'à perdre toute signification (la production d'une « plus petite différence formelle » suffisant à mobiliser la rhétorique révolutionnaire).

De manière complémentaire, il est bien plus difficile au contre-pouvoir de s'opposer à la propriété financière (qui se présente comme la garante de la survie du système tout entier et comme sa finalité « naturelle ») qu'aux ouvriers de s'opposer à une propriété foncière qui incarnait toutes les figures du passéisme et de l'oppression.

Ensuite, on peut poser que **l'évidence de la richesse des bras s'est dissoute dans l'économie immatérielle**. Ce constat n'implique pas, loin s'en faut, que le travail ait cessé de manifester « la trace de la main (de l'homme), la conception de son esprit, l'harmonie de sa raison, les créations de son imagination », qu'il ait cessé de « réfléchir la vie de sa vie » (texte de *L'écho des fabriques*). Le fait est que la place grandissante des éléments immatériels (nouvelles technologies, programmes, « diagrammes », etc.) a été assortie d'une (re)monopolisation du sens par les cadres/concepteurs, au détriment des collectifs de travailleurs. Le travail s'opère de plus en plus en référence à une programmation dont les collectifs de travailleurs sont exclus. Leur apport s'en révèle pré-

tendument secondaire, les travailleurs (re)deviennent des exécutants interchangeables et non déterminants.

En troisième lieu, le **modèle du Progrès industriel** a perdu beaucoup de sa légitimité, compte tenu de ses impacts catastrophiques sur un environnement qu'on ne voudrait pas réduire aux « substances » « naturelles ». Paul Virilio a notamment attiré l'attention sur l'impact de la pollution des distances et des échelles de grandeur, ainsi que sur les méfaits d'une vitesse immaîtrisée².

La contribution du groupe ouvrier a, en conséquence, perdu sa centralité : certains sociologues³ ont montré, par exemple, que le nombre d'ouvriers est systématiquement sous-estimé aujourd'hui. A l'intérieur de ce groupe social, la conscience fière liée à cette position sociale s'est effritée, son capital symbolique (son crédit, sa légitimité, y compris aux yeux de ses membres eux-mêmes) est en chute libre.

Partout, enfin, on observe la tendance à l'affaiblissement des « différentiels » : la gauche au pouvoir dans de nombreuses démocraties européennes n'a pas su résister à la diffusion en masse des concepts et argumentaires néo-libéraux, au point de les adopter et de s'en faire les instigateurs zélés.

La pollution des discours joue un rôle dans cet affaiblissement du conflit et dans l'estompement des controverses. Il suffit de voir par exemple les déclinaisons du thème du « développement durable » pour s'en convaincre : non seulement tout le monde le revendique (y compris ceux qui le compromettent durablement), mais encore on ne voit pas se dessiner les termes d'une controverse à ce sujet qui permettrait de cliver des positions et de mettre des choix en débat.

Pour reprendre les termes de l'article de *L'écho des fabriques*, la vulgarisation des thématiques « progressistes » est telle que leur sens s'échappe durablement.



« La révolution que nous attendons... » (suite...)

Une fabrique de l'écho ?

Mais ne peut-on en même temps soutenir que le texte de *L'Echo de la fabrique* montre la voie à suivre ? Il faudrait dans ce cas se rendre capable de s'en faire l'écho contemporain, pour définir ce qui est à vulgariser, ce qui est à émanciper.

Réaffirmer la centralité du travail et son statut de droit fondamental paraît une priorité, au moment où les revenus de la rente et de la spéculation ont retrouvé une importance sans précédent et au moment où une série d'acteurs se font les transmetteurs d'« évidences », comme le fait qu'il n'y aura plus jamais de travail pour tout le monde.

Ensuite, il faut trouver l'équivalent contemporain de la « richesse des bras », capital ouvrant à des droits nouveaux, et fondant des demandes légitimes de redistribution des richesses et du pouvoir.

Nous pensons que l'on peut opposer au capital foncier et au capital financier une sorte de capital culturel que nous aimerions appeler le **capital façonnier**, soit « la plus utile des richesses », celle qui donne vie aux autres capitaux et mérite donc la préséance. Nous souhaitons entendre par là tout ce qui concerne **la production des conditions de toute production, une sorte de façonnage premier** en dehors duquel aucune production immatérielle n'est possible.

Pareil ensemble désigne tout à la fois :

- les capacités des collectifs de travail à faire fonctionner efficacement la production bien plus que les logiques programmatiques et consuméristes⁴;
- les conceptions du travail qui sont construites par les collectifs dans l'expérience;
- les manières de donner sens et valeur au travail, tant dans sa dimension technique qu'humaine;

- les enjeux qui concernent l'autonomie du capital culturel (que Pierre Bourdieu considérait comme une conquête majeure de la modernité, conquête aujourd'hui menacée par les « nouveaux maîtres du monde⁵ »);

- les revendications de non instrumentalisation du capital éducatif (cette instrumentalisation étant incarnée autant par la lutte contre l'asservissement des finalités éducatives aux besoins du système productif que contre l'organisation technocratique des pratiques éducatives).

La vulgarisation de la richesse que représente le « capital façonnier » est une tâche immense qui en est à ses débuts. Nous pensons à la suite de Pierre Bourdieu qu'elle ne peut réellement s'accomplir que par une alliance d'une ampleur inédite entre les syndicats, les associations et les chercheurs.

De la même manière que *L'écho de la fabrique* affirmait :

« Or, la révolution que nous attendons, et qui, dans tous les esprits, doit consacrer la prééminence de la richesse des bras sur toutes les autres, sera accomplie quand les ouvriers seront assez instruits pour revendiquer eux-mêmes les droits dus à l'excellence de leur propriété »

il conviendra qu'un travail (d'éducation permanente ?) mette en lumière la contribution des travailleurs éducatifs et sociaux, mais aussi de la « petite noblesse d'Etat », comme disait Pierre Bourdieu⁶, ainsi que des ouvriers, à **la production des conditions de toute production** et qu'un vaste mouvement social critique revendique les droits qui sont liés à cette propriété, notamment au niveau de la participation au pouvoir dans les organisations auxquelles le capital façonnier donne vie.



Notes

1. <http://echo-fabrique.ens-lsh.fr/>. L'équipe éditoriale, sous la houlette de l'Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines (Ins-Lsh) de Lyon, a entrepris de rééditer ainsi l'ensemble des journaux canuts de la période 1831-1835 ; le travail est toujours en cours.
2. P. Virilio, « L'écologie grise », in *La vitesse de libération*, Paris, Galilée, 1995, p.75
3. Stephane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 2004
4. Danièle Linhart en donne de nombreux exemples dans son ouvrage *Travailler sans les autres ?*, Paris, Seuil, 2009.
5. P. Bourdieu, *Interventions*, Marseille, Agone, 2002, p. 417.
6. P. Bourdieu, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994, p. 51.